

8

VERTRAULICH

B E S C H L U S S P R O T O K O L L I I

der 26. Sitzung des Bundesrates

vom 28. August 1991

Tente du 700ème

Les propositions concernant l'utilisation de la tente de Botta en 1992 étant acceptées, le Conseil discute de l'usage qu'on pourrait en faire par la suite. La tente a joué un rôle symbolique qu'il faut considérer. Toutefois, son déplacement est une opération très coûteuse. Un groupe de travail ad hoc comprenant les représentants de tous les départements concernés sera composé ultérieurement pour étudier la question. Le DFI fera des propositions au Conseil.

Etats baltes

Le Conseil a discuté et accepté les propositions du DFAE de rétablir des relations diplomatiques avec les Etats baltes et de les reconnaître ainsi officiellement. M. Felber souligne la portée politique de cette décision, car un tel acte signifie une immixtion dans un processus qui n'est pas terminé. D'ailleurs, M. Gorbatchev lui-même a critiqué la reconnaissance de ces pays. Il est prévu d'envoyer au plus tôt un chargé d'affaires. La proposition étant unanimement acceptée, le Conseil se penche sur la situation en URSS, caractérisée par une très grande instabilité. La question de la disponibilité des armes nucléaires reste posée. Dans les contacts avec les pays baltes, la question de la formation d'un groupe de pays au FMI devra être soulevée.

Discrimination à l'égard des femmes - Convention de l'ONU

La transformation d'une motion en postulat est acceptée, bien que M. Cotti préfère la forme impérative. Dans la réponse, on affirmera néanmoins la volonté du Conseil de ratifier cette convention.

Enlèvement de ressortissants suisses en Afrique du Sud

Le gouvernement d'Afrique du Sud a accepté de verser 100'000 francs à un couple enlevé sans preuve. Par là, il reconnaît avoir commis une erreur. Il n'est pas possible d'aller plus loin et de demander des excuses officielles.

- 2 -

Marcel Benoist-Stiftung

Im Sinne einer Ausnahme – und weil zeitweise das Präsidium des Chefs EDI übernommen werden muss – wird der Verlängerung der Amtszeit des Vizepräsidenten dieser Stiftung zugestimmt. Dies soll aber kein Präjudiz für andere Amtsverlängerungen von Vizepräsidenten von Kommissionen sein, da diese Möglichkeit nur für Präsidenten vorgesehen ist.

Büroökologische Beratungsstelle für die Bundesverwaltung

Es ist nicht vorgesehen, solche Beratungsstellen zu schaffen. Daher ist es sinnvoll, ein Postulat abzulehnen. Der Rat teilt diese Meinung, damit gegenüber dem Parlament auch die prekäre Lage der Bundesfinanzen unterstrichen wird.

Lenkungssteuer und Konsumentenpreisindex

Die Annahme eines Postulates über diese Frage ist bestritten. Der Konsumentenpreisindex ist ein Massstab, der so genau wie möglich eingehalten werden sollte. Was man daraus macht, kann dagegen diskutiert werden. Andererseits aber wird diese Frage gegenwärtig von einer Expertengruppe studiert, so dass die Annahme des Postulates gerechtfertigt ist. Die Experten scheinen die Meinung zu teilen, wonach allfällige Lenkungssteuern beim Konsumentenpreisindex berücksichtigt werden sollten.

Bundesamt für Ausländerfragen: Kommissionen und Honorare

Ein Kreditbegehren von 20'000 Franken ist bestritten, obwohl die betreffende Kommission ihre Tagungen bereits abgehalten hat und die Taggelder auch ausbezahlt werden müssen. Gerade bei solchen Positionen muss der Bund vermehrt sparen. Der Rat einigt sich auf 10'000 Franken.

Abgeltung der Leistungen des Samariterbundes

Es wird vorgeschlagen, eine Motion in dieser Angelegenheit abzuschreiben. Dies wäre möglich, wenn diese Frage nicht im Rahmen von "Zivilschutz 95" überprüft werden müsste. Der Rat ist deshalb mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden.

Jura: Schaffung von Halbkantonen

Bei der Beantwortung einer Einfachen Anfrage wird folgende Aussage vorgeschlagen: Für den Bundesrat besteht "heute" kein Anlass, den betroffenen Kantonen Bern und Jura die Schaffung zweier Halbkantone vorzuschlagen. In der Tat wurden in den Gesprächen diesbezügliche Gedanken geäußert, und eine solche Lösung kann nicht ausgeschlossen werden. Der Rat beschliesst aber, auf das relativierende Wort "heute" zu verzichten und somit die Antwort klarer zu formulieren.

Parità dell'italiano nell'amministrazione federale

La risposta ad una mozione che esige la parificazione dell'italiano con le altre due lingue ufficiali della Confederazione é rinviata. Infatti il DFF non ha consultato la Cancelleria federale ed il DFI contesta la trasformazione in un postulato. La questione dell'italiano deve essere

- 3 -

affrontata seriamente in quanto il mandato costituzionale attualmente non è rispettato. A differenza del romancio l'italiano è lingua ufficiale. La Cancelleria federale presenterà un documento di discussione per la prossima riunione.

Verdeckter Handel mit Milchkontingenten

Das EVD wird dem Rat Beispiele für die Anwendung des neuen Systems unterbreiten.

Economie fromagère

En discutant la réponse à une interpellation, le Conseil s'informe des travaux de préparation du 7^e rapport sur l'agriculture. M. Delamuraz déclare qu'il recevra un premier projet de rapport fin septembre.

Incidences économiques de l'intégration européenne

La réponse à une interpellation sur ce sujet est modifiée pour bien préciser que les incidences économiques qui ressortent de l'étude de l'université de Saint Gall présupposent le maintien du plein emploi, ce qui paraît actuellement aléatoire.

Revenu garanti des exploitations rurales

La réponse à une interpellation à ce sujet est complétée d'une phrase qui souligne la situation précaire des finances fédérales et la nécessité de modérer les dépenses.

Conception globale du régime économique

Que veut-on atteindre en acceptant ce postulat? Le retour à un ordre libéral signifie-t-il que l'on veut libéraliser le marché, par exemple dans le domaine agricole? Il va de soi qu'un effort pour donner plus de poids au marché libre doit inclure aussi le domaine agricole. Cette réflexion ne doit toutefois pas se limiter aux seules interventions excessives de l'Etat, mais également faire comprendre à l'économie privée elle-même qu'elle doit revoir certaines pratiques cartellaires ou de limitation de la concurrence.

Paiements directs aux agriculteurs à temps partiel

Un postulat, qui demande de tenir compte aussi des agriculteurs travaillant la terre à titre accessoire lors de l'introduction des paiements directs, est combattu. Il faut éviter de subventionner des dizaines de milliers de personnes qui, par exemple en Valais, cultivent un peu de vigne par hobby. M. Delamuraz souligne que personne n'entend prévoir des paiements directs pour soutenir des exploitations cultivées par hobby. Par contre, les agriculteurs à temps partiel pourraient bénéficier de paiements directs, car une telle attitude donnera plus de souplesse à la politique agricole future. Il ne faut pas exclure d'emblée de tels paiements. Le postulat est donc accepté.

Swissline

Les PTT et l'Etat doivent-ils subventionner la création du système national d'information et de réservation mis au point par les organisations touristiques? Cette question est controversée. Un postulat dans ce sens est néanmoins accepté, car il s'agit d'une opération de grande importance qui peut être considérée comme relevant des infrastructures. D'ailleurs, dans le budget 1992 du DFEP, une somme de 3,5 millions de francs a été acceptée par le Conseil.

Transformation d'immeubles agricoles

La loi sur la protection des eaux et celle sur la protection des animaux exigent de coûteuses transformations de bâtiments agricoles. Il est donc justifié d'accepter un postulat qui prévoit leur subventionnement. Cette question est controversée: les finances de la Confédération imposent des économies. Le postulat est néanmoins accepté après que M. Delamuraz ait indiqué que les sommes globales n'augmenteront pas et qu'il ne s'agira que d'aider là où cela est nécessaire, les étables qui ne sont utilisées que durant de très courtes périodes sont donc exclues.

Route nationale n° 9

La proposition du DFTCE est acceptée, mais ce département est invité à se mettre en rapport avec l'Office de l'environnement pour régler encore quelques détails mineurs.

Desavouierung des Bundesrates durch den Chef des BA für Strassenbau

Der Rat wünscht den Text der Rede des Direktors des Bundesamtes für Strassenbau zu sehen. Die Antwort auf eine Interpellation wird deshalb verschoben.

Volksabstimmungen 1992

Der Rat setzt seine Beratungen fort. Die Krankenkasseninitiative sollte bereits im Monat Februar zur Abstimmung gebracht werden. Dies setzt aber voraus, dass der Rat die wesentlichen Entscheide über seine künftige Politik in dieser Frage schon im Oktober trifft. Falls das Referendum zustandekommt, kann auch die Frage des Sexualstrafrechts dem Volk im Februar unterbreitet werden. Als dritte Vorlage wird die Tierschutzinitiative vorgesehen. Der Rat beschliesst in diesem Sinne.

Stellen-Voranschlag 1992

Nach den früheren Beratungen und Entscheiden des Bundesrates hat das EFD einen neuen Antrag gestellt. Diese Vorschläge werden kritisiert und zugunsten eines Kompromissvorschlages des EDI abgelehnt. Damit beschliesst der Rat, zusätzlich 479 neue Stellen zu schaffen, von denen das EMD 200 zur Verfügung stellen soll.

AUSSPRACHEN

Intégration européenne

M. Delamuraz souligne que les négociations sur la conclusion d'un TEEE reprendront vers fin septembre et que probablement, elles aboutiront. Néanmoins, un échec reste toujours possible. Le Conseil sera appelé à juger en détail les résultats de cette longue négociation et à se prononcer. S'il devait estimer que le TEEE est inacceptable pour la Suisse, il faudra qu'il détermine sa position future à l'égard du processus d'intégration européenne. A terme, la seule voie est l'adhésion à la CE. Le Conseil fédéral doit avoir le courage de l'affirmer devant le peuple suisse. En disant vouloir poursuivre dans cette voie, le Conseil devra annoncer la présentation d'un rapport au Parlement pour début 1992. Il ne s'agira pas encore de déposer une demande d'adhésion, mais bien de montrer la direction dans laquelle le gouvernement entend aller. Dans certaines circonstances, un signe politique est indispensable. Les tergiversations ont assez duré.

M. Felber partage cet avis. Il faut avoir le courage de montrer clairement notre volonté, notre stratégie. Cela ne peut être que l'adhésion à la CE si l'on veut que la Suisse puisse participer à la construction de l'Europe, ait quelque chose à dire. Il ne s'agit pas de se précipiter vers l'adhésion, mais de garder l'initiative.

Herr Bundesrat Stich zeigt sich skeptisch. Im Moment wissen wir noch nicht, ob der EWR zustandekommt oder nicht. Die Angelegenheit ist aber dringend, denn die Zeit für die Behandlung im Parlament wird immer knapper. Viele Fragen sind noch offen und bedürfen zusätzlicher Abklärungen: Welches sind die institutionellen Folgen eines Beitritts? Wie ist ein solcher Schritt mit der Neutralität zu vereinbaren? Wie entwickeln sich Europa und die EG? Mit dem Nein vom 2. Juni zur Finanzreform hat sich das Schweizervolk sehr wenig "europafähig" gezeigt.

Herr Bundesrat Koller stellt fest, dass der Rat in dieser Frage keinen Ausweg findet. Ein rascher Entscheid wäre aber notwendig. Am 10. Mai hat der Bundesrat deutlich gesagt, ein Alleingang komme nicht in Frage, so dass die Beitrittsvariante klar an Bedeutung gewonnen hat. An diese Sprachregelung sollten sich alle Mitglieder halten, solange keine neue Position festgelegt wird. Materiell ist der EWR akzeptabel. Leider wurde die institutionelle Frage zu hoch bewertet, und wir sind Illusionen nachgejagt. Es war von Anfang an klar, dass wir nicht mitreden können, ohne dabei zu sein. Auch die Transitfrage bringt Unsicherheiten. Für den Rat ist die Gretchenfrage einfach: Will die Schweiz zum Aufbau eines demokratischen und föderalistischen Europas etwas beitragen, oder entscheidet sie sich für den Alleingang? Der Rat sollte die erste Variante verfolgen, denn die EG ist die wichtigste Institution Europas. Auch wenn die Mitsprachemöglichkeiten der Schweiz nicht überschätzt werden dürfen, sollten wir uns von der Gestaltung des künftigen Europas nicht fernhalten.

Herr Bundesrat Ogi vermisst im Aussprachepapier neue Elemente. Auch beim Transitabkommen hat die Schweiz wenig Spielraum. Kann ein EWR im September beschlossen werden, wenn die Transitfrage erst im Oktober weiterdiskutiert wird? Der EWR, wie er sich jetzt abzeichnet, wird vom Volk nicht akzeptiert werden. Ein Beitritt zur EG soll als Option, als Perspektive, als Zielsetzung zur Diskussion gestellt werden. Der Rat muss den Weg aufzeigen, aber ohne Hast, ohne Hektik, ohne Zeitdruck. Falls der Rat die Richtung Beitritt einschlägt, muss er auch genau überlegen, was bei den EWR-Verhandlungen falsch gemacht worden ist, und die nötigen Konsequenzen ziehen.

- 6 -

Nach Meinung von Herrn Bundesrat Villiger hat die Rede von EG-Präsident Delors den Bundesrat in eine Falle gestürzt. Nun muss der Bundesrat rasch einen strategischen Entscheid treffen. Der Alleingang ist möglich. Trotzdem muss der Bundesrat den Beitritt zur Diskussion stellen. Dabei sind wir vor einem echten Dilemma, denn die EG entwickelt sich nicht, wie wir es wünschen. Die grösseren Länder zeigen immer deutlicher einen Machtanspruch, und unsere Mitgestaltungsmöglichkeiten sind beschränkt. Falls die Schweiz den EG-Beitritt anstreben sollte, würde die Frage des EWR an Bedeutung verlieren. Man sollte studieren, wie die Volksbefragung durchzuführen wäre, damit die Stimmberechtigten differenziert Stellung nehmen könnten.

Le Président Cotti souligne que la discussion lui laisse l'impression d'une certaine nervosité, due sans doute à la pression des médias qui voudraient pousser le Conseil à une décision rapide. Or, cela est dangereux car le Conseil pourrait être enclin à des erreurs fatales dans nos relations avec la CE. Dans la négociation, le Conseil n'a pas commis de fautes, mais il a cru aux déclarations de M. Delors. L'EEE doit encore être vu d'une façon négative, sauf si des progrès importants peuvent être réalisés dans le domaine institutionnel. Soumettre au peuple un EEE tel qu'il se dessine, avec la presque certitude qu'il le refusera, signifierait perdre des années dans l'approche européenne de notre pays. Reste alors l'option de l'adhésion. Elle a l'avantage de ne pas poser le même problème institutionnel que l'EEE. Il est vrai que bien des compétences sont déléguées à Bruxelles, mais l'on pourrait au moins co-décider. Le Conseil fédéral a bien fait de déclarer au mois de mai que l'option de l'adhésion gagnait en importance. Il faut maintenant approfondir cette option, la préparer. La proposition d'élaborer un rapport sur les différents aspects d'une adhésion peut être retenue.

MM. Felber et Delamuraz retiennent de la discussion la disponibilité du Conseil d'accélérer le mouvement en parlant de l'adhésion non plus seulement comme d'un objectif, mais d'une possibilité que l'on étudie. Ils feront au Conseil une proposition plus détaillée et plus précise pour l'une des prochaines séances.

UMFRAGEN

M. Felber

- propose qu'aux obsèques de M. Alexandre Hay, le Conseil soit représenté par un ancien conseiller fédéral. La chancellerie préparera une lettre au nom du Conseil fédéral;
- à la minifestation de Sils Maria, la ministre française Guigou, qui dans un premier temps s'était excusée, a finalement accepté de prononcer l'un des discours officiels;
- fera un rapport écrit sur son voyage à Prague;
- soumet au Conseil fédéral un projet de déclaration sur la situation en Yougoslavie, que le Conseil accepte avec quelques modifications (voir annexe).

- 7 -

Bundesrat Stich

- Das vom Bundesrat beschlossene Budget muss insofern geändert werden, als die beim EMD vorgesehenen 31 Millionen für die K-Anlagen nun beim EFD unterzubringen sind. Der Rat ist einverstanden.
- informiert über seine für die Von-Wattenwyl-Gespräche vorgesehenen Aussagen über die Reform der Bundesfinanzen.
- lädt seine Kollegen ein, ihm mitzuteilen, in welchen Bereichen gespart werden kann. Im EFD wird das Sanierungsprogramm vorbereitet.
- bedauert, dass in der Pressemitteilung über das Treffen zwischen Bundesrat Ogi und dem deutschen Verkehrsminister von einem abzubauenen Formalismus an der Grenze gesprochen wird. Viele Zollbeamte haben sich angesprochen gefühlt. Herr Bundesrat Ogi bedauert seinerseits dieses Missverständnis: gemeint war der Formalismus bei den Bahnen.
- Gemäss Aide mémoire sollen sich die Mitglieder des Bundesrates in den zwei Monaten vor den Wahlen nicht mehr an Wahlveranstaltungen beteiligen. Gilt diese Praxis für alle oder nur für SP-Bundesräte? Der Präsident bittet um vermehrte Disziplin, denn es geht um die Kollegialität.

Bundesrat Ogi

- ein zweiter Zwischenbericht über die Katastrophe von Randa wird geliefert.
- Mit dem deutschen Verkehrsminister Krause hat Herr Bundesrat Ogi Verhandlungen über die Revision des Transitabkommens von 1928 vereinbart. Die Teilkraftfahrzeugsteuer für Schweizer sollte demnächst wieder rückgängig gemacht werden.

Bundesrat Villiger

- In der Militärkommission wurde beantragt, die K-Anlagen nicht mehr fertig zu bauen. Auch wurde die Frage gestellt, ob das Beschusstungsverfahren rechtlich korrekt abgewickelt worden ist. Die BK wird zusammen mit dem EFD ein Rechtsgutachten erstellen.
- Bei der Operation MINURSO kann der Einsatz nicht beginnen, solange die Kämpfe in dauern. Für viele Freiwillige ist die Lage unbefriedigend, denn sie haben zum Teil ihre Stelle verlassen. Sollen die Verträge gekündigt werden oder Ersatzprogramme, zum Beispiel für einen Sozialeinsatz in Zürich, weiterverfolgt werden? Der Rat beschliesst die zweite Variante.

- 8 -

Président Cotti

- informera par écrit sur le "Dreiertreffen" de Dresde. Il a eu l'occasion de survoler des régions entièrement détruites par les effets de la pollution;
- informe sur la conférence internationale de Rio sur le CO 2. Les anglais ont lâché les américains.
- souhaite que le Conseil discute au plus tôt des intentions de M. Stich quant à la réforme des finances, pour les harmoniser avec l'introduction de taxes d'incitation;
- A Sils Maria les pays baltes ont-ils été invités? Tel est bien le cas;
- l'égalité de l'italien avec les autres langues nationales nécessitera l'engagement de personnel supplémentaire.

Chancelier Couchepin

- la commission de gestion désire obtenir le rapport du professeur Müller en même temps que le Conseil fédéral. Cela peut être accordé, car il s'agit d'un mandat commun. M. Müller remettra le rapport en question avant la fin de l'année, afin que la commission de gestion puisse en discuter le 15 janvier déjà.
- MM. Cotti, Felber et Stich ont accepté de rencontrer une délégation de Genève. Il faudra trouver une date;
- souhaite que le programme de la visite de M. Cossiga soit établi au plus tôt, afin que le Conseil puisse décider s'il tiendra séance;
- le Conseil souhaite-t-il consulter au cours de sa séance le programme de la suivante? Tel n'est pas le cas.

3.9.1991 AC/Ba

SCHWEIZERISCHE BUNDESKANZLEI

geht an:

- Departementsvorsteher (7)
- Bundeskanzler (1)
- Vizekanzler/In (2)

Bern, 28. August 1991

Erklärung des schweizerischen BundesratesJugoslawien

Der Bundesrat hat mit Bestürzung davon Kenntnis genommen, dass serbische Kräfte, zusammen mit Einheiten der jugoslawischen Bundesarmee, ihren unakzeptablen Feldzug in Kroatien fortsetzen; sie sind damit für die zahlreichen Todesopfer, auch unter Zivilisten, direkt verantwortlich.

Der Bundesrat stellt an die Adresse der serbischen Verantwortlichen mit aller Deutlichkeit fest, dass die Schweiz eine solche Veränderung von Grenzen mit roher Gewalt niemals akzeptieren wird und dass sich Serbien so ausserhalb unserer zivilisierten Gesellschaft begibt.



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 28 août 1991

Déclaration du Conseil fédéral

Yougoslavie

Le Conseil fédéral constate avec effroi que des forces serbes, en collaboration avec des unités de l'armée yougoslave, poursuivent leurs actions militaires inacceptables en Croatie. Elles sont ainsi responsables de la mort d'un grand nombre de personnes, parmi lesquelles des civils.

Le Conseil fédéral signifie avec toute la netteté qui s'impose à l'endroit des responsables serbes que la Suisse n'acceptera jamais de telles modifications de frontière obtenues par la force. La Serbie se placerait ainsi en dehors des peuples civilisés.